



Huit évolutions sur les problématiques d'accueil

Josée de Félice, présidente du Collectif Ville Campagne
Elisabeth Thévenon Durantin, conseillère régionale d'Auvergne
Claire Lelièvre, co-fondatrice de Village magazine

Territoires durables, territoires ouverts : temps forts, enseignements et propositions. Conférences, table ronde, débats et travaux en atelier ont permis de dégager les idées force de l'université. Huit évolutions majeures sur les problématiques de l'accueil de nouvelles populations en milieu rural.

- L'évolution du vocabulaire.

« La culture de l'accueil et l'analyse marketing de l'offre devraient permettre une dynamique territoriale et un flux résidentiel qui serait une aubaine fonctionnelle... durable ! » Comment faire progresser la question de l'accueil de nouvelles populations si chacun continue à utiliser un tel jargon ?

- Une évolution de la façon d'appréhender les projets des personnes qui s'installent à la campagne et les offres qui émanent des territoires.

Travailler sur la simple reprise d'activités à l'identique n'a pas grand sens, il y a d'ailleurs bien souvent inadéquation entre les offres et la demande, il est donc nécessaire de retravailler les offres. Chacun sait que les projets des personnes qui s'installent à la campagne sont des projets à la fois professionnels et des projets de vie, mais on a souvent tendance malgré tout à aborder les projets sous leur angle économique. Il reste encore des démarches à construire.

Ces projets sont des projets complexes, qui peuvent associer production, transformation, prestations de services, accueil et activité salariée. Les partenaires de l'accueil évoluent petit à petit pour accompagner ces projets atypiques. Mais cet accompagnement demande du temps, des expertises parfois complexes et fines. Là encore, il reste du chemin à parcourir pour mieux accompagner ces projets : des outils de formation développement, des dispositifs de financement et d'accompagnement, des formules d'installation progressives pourraient être développés.

Enfin, on reconnaît aujourd'hui qu'il y a des porteurs d'idées que les territoires peuvent accompagner jusqu'à la formalisation de leur projet, comme le fait la Région Limousin en proposant des semaines de formation. Ces porteurs d'idées apportent une richesse nouvelle aux territoires. On ne leur dit plus systématiquement : revenez quand vous aurez un vrai projet.

- La mise en perspective des acteurs publics et la reconnaissance de nouveaux acteurs privés : entreprises, seniors et étrangers.

Deux types d'acteurs sont identifiés : les acteurs publics et les acteurs privés. Tous ont un rôle dans la chaîne de l'accueil. Leurs échelles d'intervention et de compétences sont différentes mais elles doivent nécessairement être coordonnées et articulées pour garantir une cohérence. Parmi les acteurs publics, on identifie deux échelles d'action prépondérantes : d'une part, la Région dont le rôle apparaît d'autant plus crucial avec l'Acte ii de la décentralisation et qui se voit confiée la maîtrise de la cohérence entre l'urbain et le rural, la mise en œuvre des moyens de l'accueil de populations nouvelles ; d'autre part, les acteurs dits de proximité, c'est-à-dire là où se vit l'accueil, qu'ils soient organisés en pays, en parcs naturels régionaux, en communautés de communes... Un point particulier est à noter, celui du rôle de l' élu local. Conscient des enjeux, il est cependant difficile à mobiliser, à impliquer dans la mise en place d'actions d'accompagnement. Il a pourtant

au même titre que les autres acteurs, totalement sa place dans la chaîne de l'accueil et à tous les niveaux de celle-ci, depuis la volonté d'accueillir jusqu'à l'adaptation des populations dans leur nouvelle vie. L'un des freins souligné par les élus eux-mêmes est la difficulté de percevoir et d'anticiper le retour et la valeur ajoutée politique, économique et démographique pour leur commune. La création d'outils objectifs d'évaluation des politiques est sans doute l'une des clés pour lever ces réticences et aider à la décision politique.

Parmi les acteurs privés, au-delà des acteurs déjà reconnus (agriculteurs, associations...), trois ont fait l'objet de discussions : les seniors, les étrangers et les entreprises. Les seniors font parfois peur et sont souvent l'objet d'idées reçues. Pourtant, ce sont eux qui peuvent se permettre de prendre le risque le plus important dans la mise en place d'un nouveau projet de vie. Ils ont souvent la capacité financière et patrimoniale, entre autres, à tenir plus longtemps dans l'attente d'un retour sur investissement. Ils posent très clairement la question des enjeux des services (santé, transports...). Ils participent à la recomposition de la société rurale. L'une des avancées de l'université est que l'on aborde désormais le sujet des étrangers. Visiblement, l'étranger n'est plus rejeté du débat et y tient une place importante. On notera que les questions de hausse du foncier ont été largement nuancées et que l'apport à l'économie locale se révèle réel. Les entreprises, enfin, sont identifiées comme des acteurs même si elles sont largement absentes dans ces travaux. Leur implication est indispensable dans l'accueil sur les territoires dont elles peuvent être les VIP.

- Le rôle de la population locale dans la chaîne de l'accueil

« Nécessaire, décisif, incontournable, déterminant pour la réussite de l'accompagnement humain du projet de vie et l'adaptation des nouveaux arrivants... », tels ont été les termes employés tout au long de l'université de l'accueil pour qualifier le rôle de la population locale. Brusquement, c'est devenu un maillon extrêmement important de l'accueil. Mais les outils et la démarche pour la faire participer sont loin d'exister. Il faut l'informer, l'animer, la former pour qu'elle puisse participer aux nouvelles formes de démocratie à construire. Cela demande du temps, des moyens, et de nouvelles compétences de médiation. Il faut également s'occuper des problèmes de la population locale avant de « dérouler le tapis rouge devant des étrangers », et s'intéresser aux jeunes, les aider dans leurs projets, leur faire découvrir les atouts de leur région tout en sachant aussi... les laisser partir. C'est d'ailleurs sans doute un moyen de mobiliser le reste de la population sur les dynamiques d'accueil.

- La mobilité

Ce n'est pas facile à admettre : les populations sont mobiles ! Quand un territoire est enfin arrivé à faire venir de nouvelles populations, il souhaite les garder. Mais les gens bougent beaucoup au cours d'une vie et cette installation n'est peut-être qu'une étape ! Et s'ils repartaient dans quelques années pour les études des enfants, pour un autre travail ? Quelles conséquences sur le projet de territoire ? Comment appréhender cette mobilité ? La réflexion est à poursuivre.

- La montée en puissance de la formation

Les débats de ces trois jours sont souvent revenus sur la formation. Pour réussir, les formations souhaitées et les moyens qu'elles réclament concernent quasiment tous les acteurs et en particulier :

- formation des populations locales à la participation aux nouvelles formes de gestion des territoires et à leurs nouveaux rôles
- formation des « porteurs d'idée », souvent très intéressants, pour les mener jusqu'au projet et non les renvoyer chez eux pour « murer »
- formations offertes aux étrangers pour les aider à s'intégrer à la vie économique, sociale et culturelle locale

- formation des agents de développement à leurs nouvelles activités d'animation, de médiateur, de communicateur, de formateur,...

La formation devient un élément clé de l'accueil. De quels moyens dispose-t-on pour la généraliser ?

- L'explosion de la demande culturelle sur les territoires et la culture comme levier de l'accueil.

Dans de nombreux ateliers et débats il est apparu que la culture est un axe fort de l'accueil. Elle favorise le lien social, tant autour des pratiques amateurs et professionnelles, que de création et de diffusion culturelle. Elle contribue à forger l'identité des territoires, elle s'adresse à tous : anciens et nouveaux habitants, elle peut toucher toutes les générations, les étrangers... C'est également un facteur supplémentaire de localisation d'entreprises. Elle constitue un enjeu pour accompagner cette société qui change et qui évolue.

Toutefois, il a été rappelé qu'il fallait éviter l'écueil du « copié-collé » d'un modèle culturel urbain qui serait parachuté sur la campagne. Il s'agit davantage d'accompagner les projets, de s'appuyer sur l'existant et de donner des moyens. Cela renvoie à la compétence culture dont peuvent se doter les intercommunalités. Il faut aussi veiller à ne pas tomber dans le repli sur soi ou le clivage qui séparerait les pratiques culturelles des populations anciennes et nouvelles. La culture est bien synonyme d'ouverture à l'autre. Enfin, il faut dépasser le raccourci qui conclut « ça coûte cher ». La culture est source de lien social et constitue un véritable outil pour recomposer la campagne.

- Construire une nouvelle campagne ?

Lieu commun inédit, à recomposer, la campagne est un espace ouvert, durable, avec des territoires préservés mais dans lesquels l'économie doit s'intégrer et se développer. Une nouvelle forme de gestion de cette campagne est à inventer et à structurer. La recomposition d'une société partageant un projet de vie commun est l'un des principaux défis des territoires notamment dans l'accueil de nouvelles populations. Pour les responsables politiques, elle pose la question du projet, de l'avenir démographique et économique de leur territoire, de la mixité sociale à retrouver, à imaginer... Comment garantir cette mixité – mixité qui est au cœur des problématiques urbaines depuis de nombreuses années-, quelle recomposition de classes sociales et de classes d'âges ? Comment impliquer les populations locales dans l'enjeu de l'accueil ? Il faut entre autres, inventer de nouveaux outils de démocratie participative à l'échelle des territoires. Les échanges ont montré que les outils étaient à créer sur cette thématique et que de nombreux travaux devraient être menés sur cet axe de progression. Parmi les freins soulignés, la réversibilité du phénomène d'installation est certainement facteur de frilosité des élus... la perception de la valeur ajoutée de l'accueil est également un élément fort de la décision du portage politique indispensable dans la mise en œuvre des actions d'accueil de nouvelles populations. À noter encore que la question du nécessaire positionnement de l'État comme garant de la cohérence nationale sur les questions d'aménagement du territoire a largement été abordée et que les inquiétudes sont importantes, notamment chez les responsables politiques. Le choix d'une politique d'accueil doit donc être un choix politique fort, porté par l'ensemble de la communauté de vie, s'inscrivant dans un projet de société.

